



# Union Locale CGT Voiron

Voiron le 18 mars 2021

M<sup>r</sup> Cattin Bruno  
président de la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais

Monsieur,

Comme vous le savez, les questions énergétiques et de l'industrie sont au cœur des enjeux économiques, sociaux et environnementaux de notre temps. Avec la loi de transition énergétique de 2015 la France s'est engagée dans un objectif de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre (GES). Elle s'inscrit dans le cadre du « Pacte vert pour l'Europe » publié par la Commission Européenne.

La déclinaison locale de cette politique se traduit entre autres par l'installation des ombrières solaires sur les parkings relais à la porte de nos autoroutes. La communauté de commune du pays Voironnais est d'ailleurs partenaire de l'installation réalisée sur le parking de Rives.

Si nous nous félicitons de la réalisation de tels projets nous regrettons néanmoins l'absence de vision politique stratégique nationale et locale qui laisse les enjeux industriels et sociaux aux seules mains des multinationales, malgré les milliards d'euros d'argent public qui leur ont été accordés. Nous constatons que les entreprises réduisent leur niveau d'investissement, restructurent, délocalisent et suppriment des milliers d'emplois, entraînant des pertes de compétences et de savoir-faire. Les projets Hercule et Clamadieu concernant EDF et ENGIE seront une traduction accélérée de cette adaptation à la financiarisation du marché au détriment du service public.

Nous regrettons dans le cas concret des ombrières solaires les mêmes logiques incohérentes et incompréhensibles. Il nous semble légitime de nous interroger au travers de cet exemple sur le fait que l'on n'ait pas fait appel à PHOTOWATT (filiale d'EDF), situé sur la commune de Bourgoin Jallieu, pour équiper en panneaux solaires l'infrastructure en question.

En effet PHOTOWATT, dernier fabricant européen de panneaux photovoltaïques et dont le devenir est incertain, est victime d'une politique fiscale consistant à annuler les frais de douanes des panneaux importés. Cette industrie pourtant mise en avant pour la transition énergétique, laisse place à la production asiatique souvent moins chère, car moins regardante sur les normes, sur le droit du travail et sur des critères de CO2 dans la construction de ses équipements.

Alors que l'empreinte carbone doit prioritairement guider nos choix, que la crise sanitaire anticipe les questions que posera la crise climatique, y compris celle de notre indépendance énergétique, comment ne pas réfléchir à un soutien de ces entreprises qui œuvrent pour le secteur de l'énergie et qui disposent d'un savoir-faire indéniable.

Au travers du sort fait aux 240 salariés, c'est aussi celui de toute une filière industrielle locale qui est remise en question.

Nous considérons qu'il est toujours possible dans la réalisation des projets à venir et en développement, de changer de stratégie et de renforcer et développer localement l'activité de cette entreprise qui reste, à l'échelle européenne un fleuron dans son domaine.

En espérant que nos remarques trouvent un écho auprès de de la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais, mais aussi auprès des collectivités qui la compose.

Veillez recevoir, monsieur le président, nos salutations.

Guy MANIN  
Secrétaire Général de l'Union Locale CGT Voiron



**UL CGT Voiron**  
BOURSE DU TRAVAIL  
Place J.A. Gau  
38500 VOIRON  
Mail : union-local.cgt@orange.fr  
Tel. : 04 76 05 09 85